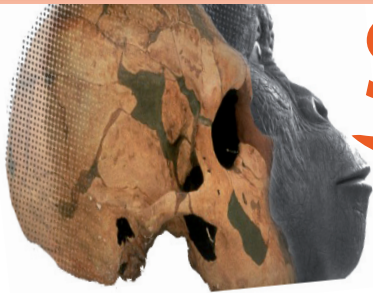




## Mogtoedo : Une importante quantité de poulets incinérés.P.7

- Compte rendu du Conseil des ministres de ce mercredi 13 juillet 2016. P. 8
- Café-maquis des sciences/juillet 2016 : La population burkinabè désormais estimée à 18,5 millions. P.5

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde, L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



# Sciences-Campus Info

*Science - Politique - Education - Société - Economie*

Quotidien n°87 du samedi 16 juillet 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- Jobs Campus. P.12
- Activités du Gouvernement. P.8

## Education

# Semaine de l'Information et de l'orientation post BAC Plus de 17 instituts supérieurs présentent leurs filières de formation

Région du Centre



C'est le Centre national de l'Information de l'Orientation Scolaire et Professionnelle et des Bourses (CIOSPB) qui sert de cadre pour le déroulement de la première édition de la semaine de l'information et de l'orientation post Bac. Cette semaine vise à créer des contacts directs entre les nouveaux bacheliers et les différentes Universités. Pour mieux présenter les filières de formation afin d'attirer les étudiants, plusieurs instituts privés de la place sont logés dans des stands depuis l'ouverture  
Suite page 2.

**ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES**

**+226 72 08 03 03**



Suite page 1.

**depuis l'ouverture de cette semaine le lundi 11 juillet 2016 dans la cour du CIOSPB.**

L'objectif premier des instituts supérieurs, c'est la formation des cadres de demain. Pour que cela soit une réalité il faut une connaissance préalable de chaque institut ainsi que ses domaines de formation. C'est pourquoi les responsables des Ecoles Supérieures apprécient la semaine de l'information à sa juste valeur. Pour les responsables de l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Informatique de Gestion (ESCO IGES), un établissement privé d'enseignement supérieur, cette initiative est louable car elle permet aux nouveaux bacheliers de s'informer, de s'orienter. Ils invitent par ailleurs les futurs étudiants à faire un bon choix pour leur carrière.

David Zongo de l'Ecole Supérieure de Microfinance (ESMI) affirme que cette semaine est une aubaine pour son école de se faire connaître davantage et de se rapprocher de son public cible. Il souhaite saisir cette occasion pour informer le maximum de bacheliers afin qu'ils puissent marcher dans la voie de l'intelligence comme l'indique le slogan de l'école. Créée en

2009, l'ESMI offre des formations en cours du jour et soir du premier cycle jusqu'au troisième cycle selon David Zongo.

Etudier à distance est une possibilité. Et cette possibilité c'est l'Institut Online Training Center (OTC) qui l'offre. Présent à la semaine de l'information et de l'orientation, les représentants de cette école estiment que c'est un cadre qui leur est offert pour faire la promotion de OTC. Cette école est une plateforme de cours et d'examens. Son avantage c'est qu'elle offre la possibilité aux étudiants de travailler tout en poursuivant leurs études et d'obtenir des diplômes européens accrédités tout en étant au Burkina Faso. Pour l'année académique 2016-2017, en plus de la formation en ligne, Online Training Center ouvrira une formation directe dans les salles de classe à travers son département European Business School.

Quant à l'Ecole Supérieure des Travaux Public de Ouagadougou (EST-PO), invite est faite aux nouveaux bacheliers de choisir des filières de formations innovantes pour un avenir sûr. Les domaines qui garantissent l'avenir à l'Ecole Supérieure des Travaux Public de Ouagadougou sont en-

tre autre les ingénieurs de conception, les ingénieurs de travaux et les techniciens supérieurs.

Créée en 2003, l'Ecole Supérieure des Techniques Avancées (ESTA) pour sa part offre des formations dans les filières technologiques et tertiaires. Pour mieux convaincre les nouveaux bacheliers les responsables de l'ESTA ont exposés des outils déjà conçus par les étudiants. Tout en mettant l'accent sur l'excellence, l'Ecole Supérieure des Techniques Avancées forme dans les domaines comme l'audit et contrôle de gestion, le marketing et gestion commerciale, l'électronique et l'informatique industrielle. Pour encadrer ses différentes filières de formation l'ESTA se donne pour slogan « le meilleur passeport pour l'excellence technologique ».

De façon générale tous les participants trouvent cette semaine de l'information et de l'orientation salutaire et souhaitent qu'elle soit annuelle au grand bonheur des nouveaux bacheliers et des Ecoles Privées d'enseignement supérieur.

M'pempé Bernard HIEN pour SCI

## Forum citoyen des acteurs et partenaires de l'éducation

### Un cadre de rencontres pour de meilleures pratiques éducatives au Burkina

Région du Centre

**Le Cabinet Afrique Conseil Service et Formation (ASCF), structure de prestation de service à prépondérance intellectuelle et intervenant principalement dans le domaine de l'éducation organise du 14 au 16 juillet 2016 la 1ère édition du Forum citoyen des acteurs et partenaires de l'éducation (FOCAPE).**

Placée sous le thème, "Orientation

et accompagnement des apprenants : quels rôles et quel engagement des acteurs et partenaires face aux nouveaux défis des institutions et système éducatif ? ", Cette 1e édition du Forum citoyen des acteurs et partenaires de l'éducation (FOCAPE) vise l'émergence de pratiques éducatives congruentes avec les réalités du pays. L'objectif de ce forum est de « contribuer à l'émergence et à l'implément-

tation d'une vision et d'une pratique éducative plus ouvertes, plus cohérentes et plus convenables aux acteurs et partenaires des institutions éducatives », »a indiqué l'administrateur général du Cabinet Afrique conseils service et formation (Cabinet ACSF), Roger Valéa. Cette 1ère édition du FOCAPE était placée sous le patronage des ministres de l'Enseignement supérieur

**Suite page 3.**





Suite page 2.



« Que nous ayons une opportunité de revenir sur l'orientation scolaire et universitaire me semble extrêmement important. Ce forum est à saluer à sa juste valeur », a indiqué le conseiller technique du ministre de l'enseignement, Pr Gustave Kabré.

supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation (MESRSI) et de celui de l'Education nationale et de l'alphabétisation (MENA). Selon le conseiller technique du ministre de l'enseignement supérieur, Pr Gustave Kabré, cette initiative du Cabinet ACSF est la bienvenue. De ses propos, la question de l'éducation et de la formation est au centre des préoccupations actuelles des autorités. Et ce forum trouve sa place dans les actions à mener pour un bon développement de la formation et de l'éducation au Burkina. Lors de ce forum, plusieurs panels seront développés et plusieurs thématiques traitées. Parmi lesquelles, la question de l'orientation est la thématique centrale. « La question de l'orientation des étudiants et des apprenants de façon générale est extrêmement importante pour une meilleure réussite », a ajouté le conseiller technique du ministre de l'enseignement.

La méthodologie du forum est présentée en deux grands axes. A entendre Roger Valéa, il y aura de prime abord, des panels qui leur permettront de faire le bilan scolaire et académique de l'année 2014-2015, au regard de l'incivisme grandissant et également au regard de tous les problèmes sociaux



Pour l'administrateur général du Cabinet ACSF, Roger Valéa, les panels qui seront présentés aux jeunes les inspireront dans leur choix d'orientation scolaire, académique et professionnelle

que sont la défiance de l'autorité, la violence, la drogue qui caractérisent et minent les établissements au Faso. A ce forum, quelques universités tiennent des stands d'exposition afin de faire découvrir leurs œuvres aux différents étudiants. Selon la chargée de communication marketing de l'Université libre du Burkina (ULB), son établissement a pris part à ce forum car « leur présence va renforcer la crédibilité de l'université » et la direction est aussi « intéressée par le thème principal qui traite de l'enseignement de façon général ». Etait également présent à ce forum, la mutuelle nationale de santé des étudiants du Burkina (MUNASEB). C'est une structure qui a été mise en place pour aider les étudiants à bénéficier de soins de santé à moindre coût. Les étudiants y adhèrent à cinq mille (5 000) f l'an. « Il s'agit des étudiants des universités publiques, non-salariés, qui adhère à 5000f et ils sont pris en charge à hauteur de 80% sur un plafond de 100 000f à ne pas dépasser pour une année civile » a déclaré la chef de service marketing et communication à la MUNASEB, Sylvie Florence Bayala. Sa direction a pris l'engagement d'assister au FO-CAPE suite à une correspondance que ses organisateurs lui ont adressé. Il a été question d'une rencontre avec les

nouveaux bacheliers et « c'est notre cible ». La MUNASEB est une direction du Centre national des œuvres universitaires (CENOU). Le CENOU est une structure sociale qui offre aux étudiants des prestations en matière de restauration, de logement, d'action sociale, de sport, de culture...en dehors de la santé.

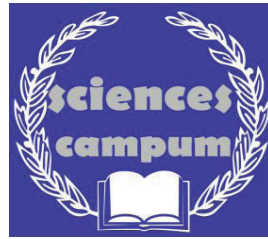
Quant à la secrétaire du réseau des jeunes pour l'intégration africaine, Lucie Tankoano, sa participation à ce forum trouve sa justification dans les objectifs que s'est assigné le réseau. Le réseau des jeunes pour l'intégration africaine est une association interculturelle et interreligieuse qui regroupe plusieurs jeunes (18 à 35 ans) de différents pays de la sous-région. Son activité phare est le voyage d'intégration. Il est implanté un peu partout en Afrique notamment au Togo, Burkina, Bénin, en Côte d'Ivoire. En effet, il installe une cellule dans chaque pays où il va afin de garder le contact avec les différents jeunes. « Des voyages chaque deux ans et des ateliers de formations durant les années sans voyages afin de faire connaître le panafricanisme et tous les adeptes qui ont eu à traiter de ce thème à ses participants », a affirmé Lucie Tankoano.

Il faut noter que la Cabinet ACSF est une structure d'accompagnement des différents acteurs du système éducatif et des apprenants. Son action vient en complément à ce que font les autres acteurs sur le terrain, a mentionné l'administrateur général du Cabinet. L'ACSF organise dans les établissements des séances de formation, des cours de méthodologie et des formations pour les étudiants, les élèves. Ils organisaient des camps, des sessions pour les enfants et des activités récréatives pour les occuper et pour aussi, équilibrer le processus d'apprentissage. A cela s'ajoute « ces cadres de réflexion, des émissions de sensibilisation à travers les médias notamment les radios », a conclu Roger Valéa.

Bernadette DEMBELE pour SCI



## Annonces



# ISC-BOBO

## Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en  
1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année dans les filières suivantes :*

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
  - Infrastructures Hydrauliques
  - Eau et Assainissement
  - Génie Electrique et Energétique
  - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
  - Banque
  - Microfinance
  - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
  - Système d'Informations et Réseaux
  - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
  - Gestion et Organisation des Entreprises
  - Gestion des Projets
  - Gestion des ONG
  - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
  - Marketing
  - Transport logistique
  - Finance-Comptabilité
  - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1<sup>er</sup> et  
2<sup>ème</sup> étage*

*01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01*

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20*

*00 26 / Email : [isc@iscbobo.com](mailto:isc@iscbobo.com) / Site WEB : [www.iscbobo.com](http://www.iscbobo.com)*



# Café-maquis des sciences juillet 2016

## La population burkinabè désormais estimée à 18,5 millions

Région du Centre

La population du Burkina Faso est aujourd'hui estimée à 18,5 millions d'habitants pendant que le nombre d'habitants sur la planète a franchi le cap de sept (07) milliards au rythme de trois (03) naissances pour un (01) décès par seconde. Ce nombre pourrait atteindre 10 milliards en 2050.

La plus jeune population de l'humanité serait africaine, l'Afrique étant le deuxième continent le plus peuplé du monde. Ce sont, entre autres, les informations retenues au sortir du Café-maquis des sciences. Organisé par l'Institut de recherche pour le développement en partenariat avec l'Institut français, cet énième café-maquis des sciences a exposé la problématique du recensement de la population comme principal menu, ce 13 juillet 2016 à Ouagadougou, une ville qui est deux fois plus grande que Paris.

Deux heures d'horloge. C'est le temps mis pour discuter de la problématique du recensement de la population pour ce qui concerne le Burkina Faso, ce mercredi 13 juillet 2016 à Ouagadougou. Les panélistes, agents de l'Institut national de statistique et de la démographie (INSD) d'une part et de l'Institut supérieur des sciences de la population (ISSP) d'autre part, ont décortiqué les tenants et les aboutissants d'un recensement pour un pays comme le Burkina Faso.

« Le recensement est une mine d'informations... »

Le film intitulé "Génération solidaire" de Bernard Surugue a planté le décor en postulant que « les stratégies de fécondité peuvent agir sur l'éducation des enfants ». Place a été faite ensuite aux débats. Et la première question est : Pourquoi recenser la population ? La



Les panelistes.

réponse de M. Issa Zongo de l'INSD est claire : « Le recensement, contrairement à ce que beaucoup ne savent pas, c'est une processus, un ensemble d'opérations qui consiste à recueillir, à compiler, à évaluer, à analyser et à publier des informations démographiques, économiques et sociales sur l'ensemble des habitants d'un pays à un moment donné. C'est une mine d'informations qui permet à l'autorité politique de suivre et d'évaluer les politiques au plan national ». « C'est une science exacte à un instant T », a poursuivi ce dernier.

L'on retient aussi que le recensement est un long et lourd processus qui demande assez de moyens. Pour exemple, le cinquième recensement que va bientôt connaître le Burkina Faso après celui de 2006 lui coûte environ 20 milliards. Des fonds négociés avec les bailleurs de fonds à telle enseigne que l'on se demande si les données issues d'un recensement au Burkina Faso sont fiables. À ce propos, les responsables de l'INSD sont catégoriques : ce sont des chiffres bel et bien fiables pour plusieurs raisons évoquées. Ce sont entre autres, l'utilisation de la cartographie du territoire, le découpage de cette cartographie qui se fait en 100 ménages pour un agent recenseur, la collecte et l'enquête de couverture avec le taux d'omission, la

prestation de serment devant un juge, la hiérarchisation des différentes fonctions dans le cadre d'un recensement. Pour sûr, il ne peut pas avoir de « travaux de laboratoire », a indiqué M. Issa Zongo.

Sensibiliser les populations à construire et à loger en hauteur.

En plus, il est ressorti que le recensement de la population n'est pas une émanation des bailleurs de fonds mais plutôt relève de la volonté gouvernementale car, à en croire l'un des panélistes, « le recensement est d'abord un engagement au plan national ; ce sont les pouvoirs publics qui décident de faire un recensement parce que les politiques estiment qu'on ne peut pas gouverner une population sans la connaître ». Et les politiques burkinabè savent désormais combien grande est la ville de Ouagadougou qui équivaldrait deux fois la ville de Paris. Comme quoi, il sera difficile de mettre Ouagadougou dans une bouteille avec des si, tant qu'un certain nombre de problèmes ne sont pas résolus.

Le directeur général de l'INSD, Pr Banza Baya, propose à proprement parler de sensibiliser les populations à construire et à accepter les logements en hauteur, comme le prévoit d'ailleurs Rock Marc Christian Kaboré, Président du Burkina au cours de son mandat. Mais en attendant la fin de son mandat, il y a les nombreux accidents de circulation, véritable casse-tête tant pour les gouvernés que pour les gouvernants. Rendez-vous donc a été donc pris pour le prochain café-maquis des sciences en vue de discuter de cette problématique en septembre prochain.

Yéroséo Somda pour SCI



# Madame le gouverneur face aux corps constitués de la province du Ganzourgou

Région du Plateau-Central



De gauche à droite Monsieur ZOUNGRANA Robert, haut-commissaire de la province du Ganzourgou, Madame BENON/NANA Yatassaye fatoumata gouverneur du Plateau-Central et Monsieur SOME S. Séverin ,secrétaire général de la région..

**Le mercredi 13 juillet dans la salle de réunion du haut-commissariat de Zorgho, Madame le gouverneur était devant les corps constitués de la province. Elle était accompagnée des responsables techniques régionaux.**

La rencontre a débuté par le mot de bienvenu de monsieur Jacques T. KABORE, maire de la commune urbaine de Zorgho qui n'a pas manqué d'exprimer sa joie et sa satisfaction quant à la démarche de la gouverneur de la région. Au nom de toutes les huit communes que compte la province, il a souhaité la bienvenue à Madame et sa suite.

Monsieur Robert ZOUNGRANA, Haut-commissaire de la province du Ganzourgou, quant à lui, a présenté sa province qui se trouve être la plus grande de la région en terme de superficie (45%). La province regorge d'énormes potentialités dont la mise en valeur contribuerait énormément à propulser le niveau de développement. Cependant est confrontée à des

difficultés d'une certaine ampleur telles que :

- Les conflits de succession dans les chefferies traditionnelles en témoignent celui de Pathé dans le mois de juin avec plusieurs blessés et une perte en vie humaine.

- L'incivisme de plus en plus grandissant avec la découverte de sites aurifères.

- Les conflits entre agriculteurs et éleveur

- L'insuffisance d'infrastructures scolaires et sanitaires

Pour madame BENON née NANA Yatassaye Fatoumata, Gouverneur de la Région du plateau central, sa visite a un double objectif . Il s'agit d'abord pour elle de se présenter pour mieux se faire connaître et connaître à son tour ses collaborateurs. Aussi recueillir les préoccupations des forces vives de la province afin qu'ensemble des solutions puissent être trouvées. Le message qu'elle a livré est simple mais lourd de sens ; c'est celui de la cohésion sociale, de la paix et du travail.

Concernant le travail il s'agit de la mise en œuvre du programme présidentiel de Son Excellence Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso. Ce programme intitulé : « Bâtir avec le peuple un Burkina Faso de démocratie, de progrès économique et social, de liberté et de justice » a été largement adopté lors de l'élection présidentielle du 29 Novembre 2015. Concernant la cohésion, elle pense qu'il revient aux représentants de l'Etat, aux élus locaux et aux autorités coutumières et religieuses d'œuvrer ensemble pour maintenir la cohésion sociale, d'asseoir une justice sociale et engager des actions fortes dans le sens du développement des collectivités locales.

Al'endroit des élus locaux (conseillers municipaux et députés) elle a souhaité leur engagement auprès des populations qui leur ont fait confiance pour les mener vers des lendemains qui chantent en terme d'accès d'eau potable, aux soins de santé et à l'éducation.

A l'adresse des autorités coutumières et religieuses elle sollicite non seulement leur bénédiction mais aussi leur engagement pour le maintien de la paix sociale dans la province.

Le vœux qu'a exprimé Madame BENON est que le Ganzourgou soit une province phare en matière de développement à tous les niveaux.

Pour elle la gouvernance locale c'est tout simplement la bonne gestion des affaires locales.

Albert Tarpaga pour SCI



# Mogtoedo

## Une importante quantité de poulets incinérés

Région du Plateau-Central



Poulets impropres à la consommation.

**A Mogtoedo commune rurale de la province du Ganzourgou, localité située à 30 km à l'ouest de Zorgho plus de deux mille poulets de chair extirpés d'un véhicule de marque TOYOTA HIAGE ont été incinérés, le mardi 12 juillet 2016.**

Selon Monsieur KABORE Bruno, officier de police, commissaire de police du district de Zam, c'est dans les environs de 2 heures du matin du lundi 11 juillet qu'une personne digne de foi a alerté ses services au sujet d'un accident qui s'est produit à Rapadama, localité située à 35 km à l'ouest de Zorgho, sur la route nationale 4(RN4). Le véhicule de transport était de marque TOYOTA de type HIAGE. Il était en partance pour Ouagadougou. Il a pris feu après avoir perdu sa roue arrière gauche et a quitté la voie. A cinq heures la police s'est rendue sur les lieux pour le constat d'usage. C'est ainsi qu'elle a fait une découverte de cen-

taine de paquets contenant des poulets de chair. Toujours selon monsieur KABORE, ni le chauffeur ni son apprenti n'ont pu être appréhendés car ces derniers ont pris la clé des champs.

Les services de santé animale et humaine ont été rapidement saisis pour un examen urgent des poulets. Après inspection de ces poulets ils ont été déclarés impropres à la consommation et ont été immédiatement transférés au commissariat de police de Mogtoédo dans la soirée du 11 juillet. Le mardi 12 juillet un site a été trouvé à la sortie de la ville et en présence des autorités régionales et provinciales du service des ressources animales, de la sécurité, de Madame le préfet du département de Zam, les poulets ont été mis hors d'état de nuire par incinération.

A en croire à Monsieur Sidiki DIMA, commissaire de police et Directeur

Provinciale de la Police Nationale du Ganzourgou, il est inquiétant de faire de tel constat qu'il qualifie de macabre. Le hic est que lorsqu'il s'agit de viande de la volaille tout le monde en raffole toujours selon monsieur DIMA. Pour lui vue l'heure de l'accident les occupants dudit véhicule sont des personnes averties de la dangerosité des denrées qu'elles transportaient. Pour passer entre les mailles des filets du contrôle routier ce qui a prévalu leur voyage très tardif. Malgré le temps mis entre la saisie et l'incinération, les poulets ne présentaient aucun signe de pourrissement et le paradoxe s'en écartaient même les charognards foi du commissaire Sidiki. Il affirme qu'une enquête circonstanciée été diligentée afin que les fautifs et leurs complices répondent de leurs actes ignobles et suicidaires.

**Albert Tarpaga pour SCI**





# Compte rendu du Conseil des ministres de ce mercredi 13 juillet 2016

Région du Centre

Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 13 juillet 2016, en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 14 H 45 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu des communications orales, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

## I. DELIBERATIONS

### I.1. AU TITRE DE LA PRESIDENCE DU FASO

Le Conseil a adopté un décret portant modification du décret n° 2016-216/PRES du 14 avril 2016 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Commission constitutionnelle.

Son adoption permet de prendre en compte les préoccupations du Chef de file de l'opposition politique.

### I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE INTERIEURE

Le Conseil a adopté deux (02) rapports. Le premier est relatif à la recrudescence des actes d'incivisme au Burkina Faso. L'actualité de notre pays est marquée ces derniers temps par la recrudescence des actes d'incivisme et de troubles à l'ordre public. Ces actes fragilisent les nombreux acquis en matière de paix civile et les efforts de développement économique et social.

Face à cette situation, le Conseil appelle au strict respect de la législation en vigueur et instruit les autorités compétentes à l'application rigoureuse de la loi.

Le second rapport est relatif au choix du thème de la célébration de la fête nationale du 11 décembre 2016.

Le Conseil a marqué son accord pour la commémoration de la fête nationale du 11 décembre 2016 à Kaya, chef lieu de la

Région du Centre-Nord, sous le thème : « Démocratie, défis sécuritaires et progrès économique et social ».

Ce thème reflète les priorités nationales du moment.

### I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté un rapport relatif à la passation d'un marché par la procédure d'entente directe pour l'acquisition de 77 806 kits solaires autonomes.

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution du marché à l'Entreprise SPEEDTECH ENERGY BURKINA FASO SA pour un montant de sept cent soixante-dix-huit millions cinquante-sept mille (778 057 000) francs CFA HT/HD avec un délai d'exécution de 150 jours.

Le financement est assuré par l'Ambassade de Chine/Taiwan au Burkina Faso, au titre de l'année 2016.

### I.4. AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE

Le Conseil a adopté un rapport relatif au Cadre stratégique national de lutte contre le VIH, le SIDA et les infections sexuellement transmissibles (CSN-SIDA) 2016-2020.

Ce Cadre constitue le document d'orientation de toutes les interventions en matière de lutte contre le VIH, le SIDA et les infections sexuellement transmissibles au Burkina Faso pour la période concernée.

L'adoption de ce rapport vise à doter notre pays d'un nouveau référentiel en matière de lutte contre le VIH, le SIDA et les infections sexuellement transmissibles.

### I.5. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECONOMIE VERTE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Conseil a adopté un rapport relatif à l'envahissement des trois barrages de la ville de Ouagadougou par la jacinthe d'eau.

Les trois barrages de la ville de Ouagadougou ont largement été infestés par la

jacinthe d'eau au cours de la saison des pluies 2015.

Au regard de l'ampleur de colonisation de cette plante, des mesures urgentes avaient été prises pour l'éradiquer.

Toutefois, avec l'installation progressive de la saison des pluies, on constate de nouveau une colonisation progressive des trois barrages par la jacinthe d'eau.

Le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier de prendre les dispositions idoines pour éradiquer la jacinthe d'eau dans lesdits barrages.

## II. COMMUNICATIONS ORALES

II.1. Le Secrétaire général du gouvernement et du Conseil des ministres a fait au Conseil une communication relative à la participation de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE au 3ème Sommet du Conseil de l'Entente le 11 juillet 2016 à Niamey au Niger.

Au cours de son séjour, le Président du Faso et ses pairs ont fait le point de la nouvelle gouvernance qui a été mise en place au niveau du Conseil de l'Entente et discuté de la coopération au plan politique, économique et sécuritaire.

Au cours de ce sommet, le Président Faure GNASSINGBE de la République du Togo a été porté à la présidence du Conseil de l'Entente pour l'année en cours.

Le Président du Faso a par ailleurs échangé avec les burkinabè résidents au Niger.

## III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

– Monsieur Adama MARE, Mle 97 449 P, Greffier en chef, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur des greffes.

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

**Suite page 9.**





## Activités du gouvernement

### Suite page 8.

- Monsieur Maurice OUEDRAOGO, Mle 23 735 L, Géographe, 2ème grade, 8ème échelon, est nommé Conseiller technique du Secrétaire d'Etat chargé de l'aménagement du territoire ;
- Monsieur Milignog Dieudonné SOMDA, Consultant indépendant, est nommé Conseiller technique du Secrétaire d'Etat chargé de l'aménagement du territoire ;
- Monsieur Lassané COMPAORE, Mle 52 176 G, Inspecteur du Trésor, 1er grade, 9ème échelon, est nommé Inspecteur des finances ;
- Madame Kiswendsida Céline Josiane OUEDRAOGO, Mle 104 678 F, Administrateur des services financiers, 1er grade, 5ème échelon, est nommée Directrice des marchés publics ;
- Madame Mamou OUEDRAOGO, Mle 96 934 R, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 6ème échelon, est nommée Directrice des assurances ;
- Madame Maïmouna ILBOUDO/DIALLO, Mle 111 104 X, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 5ème échelon, est nommée Percepteur spécialisé auprès du ministère des Transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière ;
- Monsieur Bourahima TARNABDA, Mle 51 210 R, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Inspecteur général du Trésor ;
- Madame Assétou BARRY/OUEDRAOGO, Mle 52 177 E, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 9ème échelon, est nommée 2ème Fondé de pouvoirs du Receveur général ;
- Monsieur Adolphe OUOBA, Mle 30 666 N, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Trésorier régional de l'Est ;
- Monsieur Patindé Wendinda Jean-Yves BELEM, Mle 58 450 U, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé 2ème Fondé de pouvoirs de l'Agent comptable central du Trésor ;
- Monsieur Issouf OUEDRAOGO, Mle 57 172 E, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé 2ème Fondé de pouvoirs du Payeur général ;
- Monsieur Dramane KY, Mle 104 318 P, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Fondé de pouvoirs du Trésorier régional du Centre-Sud ;
- Monsieur Joanny COMPAORE, Mle 54 633 W, Inspecteur du Trésor, 1er grade, 8ème échelon, est nommé Percepteur spécialisé auprès du ministère des Affaires étrangères, de la coopération et des

- burkinabè de l'extérieur ;
- Monsieur Oumarou BALIMA, Mle 46 264 S, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Percepteur spécialisé auprès du ministère de la Justice, des droits humains et de la promotion civique ;
- Madame Marie Claude PODA, Mle 44 069 J, Inspecteur des impôts, 1ère classe, 12ème échelon, est nommée Directrice régionale des impôts du Centre-Ouest ;
- Monsieur Léonard Badelson BADO, Mle 54 628 F, Inspecteur des impôts, 1ère classe, 9ème échelon, est nommé Directeur des moyennes entreprises du Centre II.

### AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

- Madame Mwinmale Bernadette SOME/SOME, Mle 35 171 S, Ingénieur de recherche, 1ère classe, 12ème échelon, est nommée Inspecteur technique des services ;
- Monsieur Alkassoum MAIGA, Mle 59 611 Z, Maître de conférences de sociologie, est nommé Vice-président chargé de la professionnalisation et des relations universités entreprises de l'Université Ouaga I, Pr Joseph KI ZERBO.

### AU TITRE DU MINISTERE DES INFRASTRUCTURES

- Monsieur Boureima LEGMA, Journaliste, est nommé Chargé de missions ;
- Monsieur Sébastien WILLY, Mle 15 365 T, Administrateur civil, 2ème classe, 7ème échelon, est nommé Conseiller technique ;
- Madame Kiswendsida Alice OUEDRAOGO, Mle 88 666 A, Economiste, 1ère classe, 7ème échelon est nommée Directrice générale des Etudes et des statistiques sectorielles ;
- Madame Ami Adéline Estèlle ROUAMBA/NANA, Mle 71 476 M, Administrateur Civil, 1ère Classe, 9ème échelon, est nommée Directrice des archives et de la Documentation ;
- Monsieur Moumouni ILBOUDO, Mle 216 124 W, Ingénieur en génie civil, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur des travaux routiers ;
- Monsieur Anûuyirtol Roland SOMDA, Mle 115 223 J, Ingénieur en génie civil, catégorie A, 4ème échelon, est nommé Directeur des ouvrages spécifiques ;

- Monsieur Jacques Balé BASSAN, Mle 205 536 G, Ingénieur en génie civil, catégorie A, 4ème échelon, est nommé Directeur des études techniques ;
- Monsieur Mamadou YOUNGARE, Mle 248 620 X, Ingénieur en génie civil, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur du contrôle des travaux ;
- Monsieur Ollo Franck Hervé KANSIE, Ingénieur en génie civil, est nommé Directeur de la Normalisation et de la programmation ;
- Monsieur Jean Wenceslas Tewendé KYELEM, Mle 216 126 B, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur de l'Entretien du réseau classé ;
- Monsieur Ribiga Benjamin OUEDRAOGO, Mle 71 671 B, Ingénieur des travaux publics, 2ème classe, 9ème échelon, est nommé Directeur des travaux de pistes ;
- Monsieur Emmanuel BEMBAMBA, Mle 101 777 D, Ingénieur en génie civil, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur de l'entretien des pistes rurales ;
- Madame Alimata ZOUGMORE/KAGAMBEGA, Mle 266 101 F, Ingénieur en génie civil, est nommée Directrice de l'appui aux collectivités ;
- Monsieur Wend Sansaké Mahamoudou TRAORE, Mle 236 176 G, Ingénieur en génie civil, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur des infrastructures aéroportuaires et maritimes ;
- Monsieur Ismaël ZEBRET, Mle 74 293 E, Ingénieur en génie civil 1ère catégorie, 9ème échelon, est nommé Directeur des infrastructures ferroviaires ;
- Monsieur Benjamin KAMBOU, Mle 110 000 C, Ingénieur en Génie Civil, 1ère Classe, 3ème échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures de la Boucle du Mouhoun ;
- Monsieur Brouahima KEBRE, Mle 248 617 V, Ingénieur de Conception en Génie Civil, 1ère Classe, 4ème échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures des Cascades ;
- Madame Kâ Josseline Sonia KABORE/OUEDRAOGO, Mle 205 537 E, Ingénieur en Génie Civil, 1ère Classe, 4ème échelon, est nommée Directrice régionale des Infrastructures du Centre ;
- Monsieur Issouf 1er Jumeau ZOUNGRANA, Mle 101 781 N, Ingénieur en Génie Civil, 1ère Classe, 3ème échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Centre-Est ;

### Suite page 11.



## Avis de recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police

COMMUNIQUE N°2016-0023/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Le public Burkinabè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police au profit de la Police Nationale.

### I. Des conditions de participation

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de vingt-trois (23) ans au moins et de trente (30) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires d'un diplôme de Maîtrise ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Commissaires de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;  
une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme de Maîtrise ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieu de réception : École Nationale de Police.

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

### II. De l'administration des épreuves

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites et orale d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. La phase d'épreuves écrite et orale d'admissibilité consiste en :

Un test de niveau comprenant :

– une épreuve de dissertation sur un sujet de culture générale, notée sur 20, durée 3 heures, coefficient 2 ;

– une épreuve pratique d'informatique, notée sur 20, coefficient 1.

une épreuve orale sur un sujet de culture générale devant un jury, notée sur 20, coefficient 2.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives de présélection sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée, quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés que seuls les cents (100) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

### III. Dispositions diverses

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'Académie de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité de Commissaires de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

Ouagadougou, le 27 juin 2016

Pour le Ministre d'Etat et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
Abdoulaye OUEDRAOGO  
Officier de l'Ordre National

## Avis de recrutement de mille cinq cent (1500) élèves Assistants de Police dont soixante-quinze (75) de sexe féminin

COMMUNIQUE N°2016-0024/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Le public Burkinabè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de mille cinq cent (1500) élèves Assistants de Police dont soixante-quinze (75) de sexe féminin, au profit de la Police Nationale.

### I. Des conditions de participation

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de dix-huit (18) ans au moins et de vingt-cinq (25) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires du Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Assistants de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme du BEPC ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieux de réception : École Nationale de Police, Stade du 4 Août et stade Dr Issoufou Joseph Conombo (ex stade municipal de Ouagadougou).

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

### II. De l'administration des épreuves

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. Les épreuves écrites d'admissibilité consistent en un test de niveau qui comprend :

une épreuve de rédaction notée sur 20, durée une (01) heure, coefficient 2 ;

une épreuve d'étude de texte notée sur 20, durée deux (02) heures, coefficient 3.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés, que seuls les cinq mille (5000) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

### III. Dispositions diverses

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'École Nationale de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité d'Assistants de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

Ouagadougou, le 27 juin 2016

Pour le Ministre d'Etat et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
Abdoulaye OUEDRAOGO  
Officier de l'Ordre National





## Activités du gouvernement

### Suite page 9.

- Monsieur Kiswendsida Clément SEDGO, Mle 205 534 M, Ingénieur en Génie Civil, 1ère Classe, 3ème échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Centre-Nord ;
- Monsieur Yaya GANAME, Mle 24 014 U, Technicien supérieur en Génie Civil, 2ème Classe, 7ème échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Centre-Ouest ;
- Monsieur Noaga Pascal KOUDOU-GOU, Mle 26 161 W, Technicien supérieur en Génie Civil, 2ème Classe, 8ème échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Centre-Sud ;
- Monsieur Kassoum DEMAIN, Mle 32 425 P, Technicien supérieur Géomètre, 1ère Classe, 8ème échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures de l'Est ;
- Monsieur Zounogo Inoussa OUEDRAOGO, Mle 92 925 T, Ingénieur en Génie Civil, 1ère Classe, 3ème échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures des Hauts-Bassins ;
- Monsieur Tarwindé Habib BALIMA, Mle 101 780 F, Ingénieur en Génie Civil, 1ère Classe, 4ème échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Nord ;
- Monsieur Adama BARRY, Mle 24 021 W, Technicien supérieur en Génie Civil, 2ème Classe, 9ème échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Sahel ;
- Monsieur Adama TARNAGADA, Mle 071 642 A, Technicien supérieur en Génie Civil, 3ème Classe, 4ème échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Sud-Ouest ;
- Monsieur Ousséni DIARRA, Mle 257 753 F, Technicien supérieur en Génie Civil, 1ère Classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial des infrastructures du Ioba.

### III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

#### 1.A. PREMIER MINISTERE

Le Conseil a adopté deux (02) décrets. Le premier décret nomme Monsieur Bamory OUATTARA, Mle 33 316 E, Administrateur des services financiers, Administrateur représentant l'Etat au titre du Premier ministre au Conseil d'administration de la Société de développement intégré du pôle de Bagré (BAGREPOLE), en remplacement de Youma ZERBO. Le second décret nomme Monsieur Ba-

ministrateur des services financiers, Président du Conseil d'administration de la Société de développement intégré du pôle de Bagré (BAGREPOLE).

#### 1.B. MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES CARRIERES

Le Conseil a adopté un décret portant nomination des personnes ci-après Administrateurs dans le Conseil d'administration du Fonds de développement de l'électrification (FDE) pour un premier mandat de trois (03) ans :

Au titre du ministère de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique

– Monsieur Nonguema Désiré YAMEOGO, Mle 32 287 W, Inspecteur des eaux et forêts.

Au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement

– Monsieur Poughdawendé Médard Francis ZIDA, Mle 111 094 L, Inspecteur du Trésor.

Au titre du ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieure

– Monsieur Victorien Narcisse OUGRAOUA, Mle 28 135 D, Administrateur civil.

Au titre du ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat

– Madame Bintou SARA/KASSA, Mle 105 232 T, Conseiller des affaires économiques.

#### 1.C. MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

Le Conseil a adopté deux (02) décrets.

Le premier nomme Monsieur Gnessa Bernard ZOUGOURI, Mle 27 871 S, Conseiller des affaires économiques, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat au Conseil d'administration de la société DAFANI-SA, pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le second décret nomme Monsieur Gnessa Bernard ZOUGOURI, Mle 27 871 S, Conseiller des affaires économiques, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat Président du Conseil d'administration de la société DAFANI-SA, pour un premier mandat de trois (03) ans.

#### 1.D. MINISTERE DE LA FEMME, DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE LA FAMILLE

Le Conseil a adopté deux (02) décrets.

Le premier renouvelle le mandat d'Administrateur des personnes ci-après au Conseil d'administration du Fonds national de solidarité (FNS) pour un dernier mandat de trois (03) ans :

Au titre du ministère des Affaires étrangères, de la coopération et des Burkinabè de l'extérieur

– Madame Andréa Beresse DAKUYO, Mle 212 417 S, Conseiller en gestion des ressources humaines.

Au titre du ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieure

– Monsieur Sibiri COULIBALY, Officier des Forces armées nationales.

Le second décret nomme les personnes ci-après Administrateurs au Conseil d'administration du Fonds national de solidarité (FNS) pour un premier mandat de trois (03) ans :

Au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement

– Madame Fatoumata SIRPE/TRAOORE, Mle 39 705 L, Inspecteur du Trésor.

Au titre du ministère de la Santé

– Monsieur Brice Wilfried BICABA, Mle 105 003 V, médecin de santé publique.

Au titre du ministère de l'Education nationale et de l'alphabétisation

– Monsieur Mamadou OUATTARA, Mle 20 545 H, Conseiller d'administration scolaire et universitaire.

Au titre du ministère de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille

– Monsieur Harouna KIEMTORE, Mle 55 786 S, Inspecteur d'éducation de jeunes enfants ;

– Monsieur Billy Tuwis Mandel Josito ZONGO, Mle 119 339 W, Administrateur des services financiers.

Au titre du personnel du Fonds national de solidarité

– Monsieur Elie OUEDRAOGO, Re-programme courcier.

Le même décret nomme Madame Fatoumata SIRPE/TRAOORE, Mle 39 705 L, Inspecteur du Trésor, Présidente du Conseil d'administration du Fonds national de solidarité (FNS) pour un premier mandat de trois (03) ans.

**Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance DANDJINO**



### Avis de recrutement

#### Poste: Grant Writer-Liban

##### Description

ACF est une organisation internationale non gouvernementale, privée, apolitique, non-religieuse et sans but lucratif créé en 1979. Son objectif est de lutter contre la faim et des situations dangereuses qui menacent les hommes, les femmes et les enfants. Actuellement, 500 collaborateurs et plus de 5000 employés travaillent pour ACF dans plus de quarante-six pays travaillant dans des projets concernant quatre domaines d'action: la nutrition, la santé, la sécurité alimentaire et de l'eau et de l'assainissement.

##### OBJECTIFS GENERAUX

Pour diriger le processus de proposition et le rapport écrit selon les procédures standard établies, et le suivi de la mise en œuvre à travers la compilation des projets des rapports d'étape.

##### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Identification, préparation et rédaction de propositions et d'être soumis à des partenaires, à la suite des processus de validation d'ACF et en prenant en compte les lignes directrices des donateurs.

En collaboration avec les coordonnateurs techniques et Houblon, l'écrivain Grant prépare les rapports à soumettre aux donateurs.

Fournir des rapports mensuels au QG de l'état des propositions, des projets et des rapports, et de maintenir GES-PRA mis à jour.

Soutenir la mission dans la préparation des TDR pour l'analyse, l'évaluation et la capitalisation des projets / programmes mis en œuvre.

Le renforcement des capacités dans la proposition et la rédaction de rapports (évaluations, SWOT, LogFrame, théorie du changement, analyse des parties prenantes, etc.).

Ville Beyrouth

Expérience

Diplôme et / ou d'un diplôme de maîtrise en éducation, économie, sociologie, développement international, sciences politiques ou relations internationales.

Bonne expérience dans la rédaction de propositions, les règles des donateurs, des procédures de validation, la coordination des processus. Expérience dans la gestion du cycle de projet. Aptitude à rédiger des rapports et des propositions donateurs en excellent anglais. Formation et expérience de renforcement des capacités.

Une expérience dans un poste similaire d'au moins 2 ans, et dans le domaine humanitaire (au moins 3 ans).

Diplomatique et de tact, professionnelle et transparente.

L'esprit d'équipe et de bonnes compétences en commu-

nication. Organisé et rigoureux. Possibilité d'intégrer et de comprendre l'environnement de travail rapidement. Capable de comprendre et de travailler dans un contexte politique et humanitaire complexe.

Anglais (langue de travail obligatoire, parlé, lu et écrit); Espagnol (souhaitable); Arabe (utile)

Domaine Windows, expertise obligatoire dans Excel, programme comptable

Le poste est basé à Beyrouth, au Liban avec des visites dans les bases de suivre la mise en œuvre du programme et de mener des sessions de renforcement des capacités

Fonctions Communication

Activités Autre

Localisation(s) géographique(s) Moyen Orient, Liban

Contrat CDD

Salaire / Indemnité

Nous vous proposons une incorporation immédiate à un réseau international dynamique avec le package de rémunération suivante:

Contrat de travail formel : 6 mois avec une forte probabilité de renouvellement.

Base: Beyrouth

Salaire : à partir de 1375 € à 1750 € brut par mois selon l'expérience antérieure du candidat (selon la liste standard de ACF- Espagne). ACF- Espagne système de rémunération permet une progression des salaires sur la base de l'évaluation annuelle de développement.

ACF- Espagne système de rémunération permet une progression des salaires sur la base de l'évaluation annuelle de développement.

Jusqu'à 20% de rémunération supplémentaire en fonction du contexte et des responsabilités de la position (selon l'échelle de notation établie par ACF-E)

Maison et entretien couverts par l'organisation (y compris les per diem): package estimé en fonction de la destination.

Les frais de voyage à destination et à partir de la mission.

25 jours ouvrables de congés payés par an.

Pause: période de repos supplémentaire, y compris le coût de Voyage à une zone de référence et une aide économique de 215 €.

Santé, rapatriement, Voyage et l'assurance-vie couverts par l'organisation.

(Vieux de moins de 18 ans) supplémentaire par mois et par enfant: de 100 € à 225 € par mois (selon la liste standard d'ACF-Espagne).

Documents à envoyer

**Suite page 13.**





## Jobs Campus

### Suite page 12.

Nous ne considérons que les candidatures reçues par notre service en ligne. S'il vous plaît cliquer sur le lien suivant pour accéder au service:

<https://employ.acf-e.org/>

Remarque. - Compte tenu de l'urgence de cette position, la vacance peut fermer avant la date limite. Pour plus d'informations sur cette position, visitez notre [www.actioncontraelhambre.org](http://www.actioncontraelhambre.org) de site web en cas de ne pas le trouver publié ici signifie que le processus de sélection a été fermé.

Date de fin de validité 05/08/2016



### Avis de recrutement

#### Poste: Chef adjoint de la cellule Moyen-Orient (sous-Reco) - (Poste basé à Amman)

##### Description

Objectif et emploi général Environnement

La Cellule opérationnelle OCBA 1 (Moyen-Orient) portefeuille actuel comprend les missions en Turquie, la Syrie, la Jordanie, l'Irak et la Palestine

L'Unité de Amman est une structure décentralisée qui est créée au sein de OCBA dont le rôle et le but est de soutenir les opérations au Moyen-Orient. L'unité Amman comprendra la cellule Moyen-Orient et d'autres positions qui fournira technique et un soutien opérationnel, la formation, la représentation et le soutien de plaidoyer pour les missions sur le terrain.

opérations MSF OCBA au Moyen-Orient présentent une série de défis uniques. Notre organisation est confrontée à des besoins humanitaires massifs à la fois dans les pays en guerre (Syrie, Irak) et dans les pays d'accueil des réfugiés. Au cours des dernières années, nous avons augmenté nos opérations dans la région, alors que nous sommes confrontés à des difficultés d'accès en raison de l'insécurité et nous devons adapter à différentes normes médicales et des profils de morbidité qui nous poussent à innover dans nos modalités opérationnelles. En outre, nous devons améliorer notre engagement avec les acteurs locaux et régionaux et de tirer parti de notre présence dans la région d'influencer les acteurs internationaux à travers la communication et de plaidoyer.

Le député RECO jouera un rôle clé dans la réponse à ces défis. Il / Elle sera responsable de la supervision et de soutien aux activités des missions, par des contacts réguliers avec les chefs de mission et la coordination des activités de soutien des membres de la cellule. Il / elle sera donc fondamental pour améliorer le volume, la qualité et la portée de nos activités, l'élaboration de nouvelles stratégies opérationnelles et de renforcer notre engagement avec les acteurs locaux et régionaux. En outre, il / elle apportera une contribution décisive dans la définition des stratégies opérationnelles, de plaidoyer et de communication.

Il / elle est hiérarchiquement par RECO au sein de sa / son portefeuille; le RECO lui fournit / elle avec le soutien, l'orientation, la supervision et le développement des compétences professionnelles.

Il / elle fait partie de la cellule Moyen-Orient opérationnel (OC), et, au besoin, remplace le RECO dans la gestion et la direction de l'OC globale. La cellule opérationnelle est composée d'une personne en charge de la cellule (RECO), un sous-RECO, un conseiller en santé (TESACO), un conseiller de la logistique (TELOCO), un conseiller financier (FINOCO), un conseiller en ressources humaines (REHUCO), un conseiller humanitaire Affaires (HAA) et un conseiller en communications.

##### Principales Tâches et Responsabilités

Responsable de la supervision et de soutien aux activités des missions

En charge de la supervision et de soutien à la CdM et le vice-chef de mission pour les questions opérationnelles toutes les missions de l'exception gestion de la sécurité, de la stratégie et de plaidoyer (où la responsabilité est partagée avec le RECO)

Soutenir et superviser la mise en œuvre du RPC et du plan opérationnel annuel dans les projets au sein du portefeuille, selon les normes de qualité et aux principes humanitaires et déontologiques de MSF, avec l'objectif principal de répondre aux besoins de la population.

Gère le soutien et la supervision de tous les aspects de la gestion des missions, des projets, des missions exploratoires et les interventions dans le portefeuille attribué, sur la base des orientations opérationnelles annuelles.

Coordonnées et garanties de cohérence et de communication de fluide dans le soutien des membres de la cellule pour les missions.

Superviser, promouvoir et soutenir la préparation d'urgence efficace et la réponse des missions.

Suivi de la mise en œuvre des évaluations de projets pertinence / impact, afin de maintenir la pertinence des projets en tout temps.

Fournir un soutien et des conseils à la Cellule opérationnelle et HoM dans le suivi et l'orientation des projets

Suite page 14.

## Jobs Campus

### Suite page 13.

Assurer la collecte d'information auprès des missions et de le rendre accessible à RECO et des services pour son analyse.

Assurer la collecte de l'information interne et externe pour contribuer à améliorer l'analyse et la réponse opérationnelle du portefeuille affecté (analyse régionale de contexte, l'expertise technique des instituts de médecine tropicale, les affaires humanitaires, etc.).

Favorise et remet en question les missions et les membres de la cellule proposant de nouvelles stratégies opérationnelles.

Responsable de la supervision et de soutien aux missions de la stratégie de mise en réseau

Sur la base des priorités définies dans le RPC et le plan annuel, il / elle va superviser et soutenir la mission dans la définition et la mise en œuvre des stratégies de réseautage.

Prend en charge la définition de la stratégie opérationnelle

Soutenir le RECO dans l'examen de la politique opérationnelle de MSF LSAO et orientations annuelles opérationnelles, basée sur l'évaluation de la mise en œuvre de cette politique et l'analyse de l'évolution des défis humanitaires dans le portefeuille attribué.

Soutenir la RECO dans la définition des politiques de sécurité.

Soutenir la planification et la budgétisation des missions et de la planification et l'organisation du Département des opérations

Soutenir le RECO dans la planification du Département des opérations.

Coordonne le travail des missions et les membres de la cellule dans la révision des budgets des plans annuels et des propositions de projets

Soutenir le RECO pour assurer la cohérence entre la planification annuelle OCBA, orientations opérationnelles et le plan annuel de portefeuille attribué.

Assurer le soutien et la supervision pour la journée à la gestion quotidienne de l'équipe de la cellule

Assurer le soutien et la supervision pour la journée à la gestion quotidienne de l'équipe de la cellule (coordination, communication formelle interne régulière, la cohérence entre les objectifs et les ressources, et la prise de décision en temps opportun) pour veiller à ce que les objectifs soient atteints.

Garantie et coordonner les remplacements ou les sauvegardes de la cellule, la gestion des listes correspondantes avec les personnes concernées.

Promouvoir la gestion des connaissances

Veiller à ce que les politiques de gestion des connaissances sont mises en œuvre à sa / son niveau de responsabilité.

Collaborer avec l'Unité de formation dans la définition

du contenu des cours MSF-OCBA, les facilitant, au besoin, afin de les adapter aux besoins de l'Organisation.

Autres

Remplace le RECO en tant que gestionnaire de la cellule dans sa / son absence.

### Conditions

Basé à Amman, au bureau régional de Médecins Sans Frontières-Espagne avec Voyage aux projets 25-30% du temps.

Date de début: Octobre 2016

Ville Amman

Expérience

Diplôme universitaire ou Institut supérieur (en médecine, sciences infirmières, sciences biomédicales, les sciences sociales, sciences politiques, économie, sciences judiciaires ...). Médicale ou paramédicale est considéré comme un atout.

Minimum de 3 ans d'expérience avec MSF dans des postes de coordination. Expérience avec MSF en tant que chef de mission et / ou coordonnateur d'urgence. L'expérience avec d'autres organisations humanitaires sera considérée comme un atout

Expérience dans les opérations au Moyen-Orient sera considérée comme un atout

Très bien informés et intéressés dans le contexte international humanitaire

Connaissance approfondie de Windows définissant comme un utilisateur (principalement Word et Excel).

### Langues parlées

Maîtrise de l'anglais. La connaissance de l'arabe est un atout important.

Qualité du candidat

Engagement envers les principes de MSF  
sensibilisation interculturelle

flexibilité comportementale

Stress management

Vision stratégique

Résultats et orientation de la qualité

Planification et organisation

Service orientation

Direction

La gestion des personnes et le développement

Travail d'équipe et de coopération

Fonctions Autre

Activités Santé

Localisation(s) géographique(s) Moyen Orient, Jordanie

Contrat CDD

Durée du contrat

contrat de travail temporaire pour la durée de la mission.

**2 engagement d'un an.**

**Salaire / Indemnité**

**Suite page 16.**





*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien*

*en version numérique à télécharger.*

#### ADRESSES UTILES

##### Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47  
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45  
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11  
SONABEL: 25 30 61 00  
Aéroport: 25 30 65 15  
Police secours: 25 30 71 00  
Gendarmerie: 25 31 33 40

##### Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18  
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44  
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11  
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30  
Aéroport: 20 97 00 70  
Burkina secours: 20 97 01 43  
Police secours: 17  
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

## Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

Site web:

[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

Publications semestrielles et quotidiennes

#### Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

#### Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

#### Directeur de publication

Siaka GOW

#### Directrice des rédactions

Eliane Bayala

#### Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélvendé Hervé Roamba

#### Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Po0da

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

#### Correspondants pays

#### Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

#### Distribution

Téléchargeable sur:

[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

#### Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

#### Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



## Jobs Campus

### Suite page 14.

Salaires et autres avantages sociaux sont concurrentiels.  
Documents à envoyer  
Pour postuler, les candidats doivent plaire envoyer leur CV et lettre de motivation sous la référence « adjoint RECO » pour [recruitment-bcn@barcelona.msf.org](mailto:recruitment-bcn@barcelona.msf.org).  
S'il vous plaît soumettre votre CV et lettre de motiva-

tion dans un seul fichier et nommez le fichier avec votre NOM

Date de clôture: 21<sup>er</sup> Août 2016

Réponses ne seront envoyés aux candidats présélectionnés.

Email de la personne contact: [recruitment-bcn@barcelona.msf.org](mailto:recruitment-bcn@barcelona.msf.org)

Date de fin de validité 21/08/2016



### Avis de recrutement

#### Poste: Stagiaire Logistique- RDC

#### Description

Department: Logistique

Position: Stagiaire Logistique – RDC

Durée du contrat: 6 mois

Lieu: Kinshasa, RDC

Date de démarrage: ASAP

#### I. ACTED

Depuis 1993, l'association de solidarité internationale ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme.

ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire. Notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique. L'approche d'ACTED dépasse la réponse d'urgence, avec un engagement dans le développement durable et l'accès des communautés aux moyens de subsistance.

ACTED met en œuvre plus de 450 projets par an auprès de 8 millions de bénéficiaires dans 35 pays, pour un budget de 160 millions d'euros. Nos équipes sont composées de 400 staff internationaux et 4300 staff nationaux.

#### II. Profil pays

Bureau Principal: Kinshasa

Staff National: 153

Zones: 4

Programmes en cours : 12

Budget: 4 M €

ACTED a démarré ses projets en RDC en 2003. L'histoire

présente de ce pays est marquée par 30 ans de dictature (1967-1997) suivis de deux guerres (1996 et 1998).

Bien que les guerres soient officiellement terminées, il persiste des conflits localisés à l'Est du territoire.

La RDC est un pays très vaste et aux facettes multiples:

– Province du Katanga : Hormis quelques foyers résistants de choléra, la période d'urgence est aujourd'hui achevée. De nombreux rapatriements de réfugiés congolais ont été effectués ces dernières années.

– Province du Sud Kivu: Il s'agit d'une zone aux réalités variées, avec des zones d'urgences (forts mouvements de populations), de transition et de développements

Les principaux secteurs d'intervention d'ACTED dans le pays sont:

Aide humanitaire d'urgence (accès à l'eau potable et réponse d'urgence aux mouvements de population par la mise

en œuvre d'adductions d'eau, de puits, de captage de sources, de latrines scolaires et d'urgence, etc.)

Sécurité alimentaire (distribution d'intrants et outils agricoles, recapitalisation du cheptel, mise en place de Coopérative agricole, transformation des produits, activités génératrices de revenu, etc.)

Promotion de la santé (construction et réhabilitation d'ouvrages d'eau et d'assainissement, lutte contre le choléra, sensibilisation, etc.)

Développement économique (à travers la construction ou réhabilitation d'infrastructures, notamment routes & pistes, bâtiments sanitaires et scolaires, les activités socio-économiques et les activités génératrices de revenu).

Des évaluations et analyses de la vulnérabilité alimentaire sont effectuées par l'AMEU à des fins de ciblage de bénéficiaires, interne et externe, dans les provinces du Sud-Kivu et du Katanga.

En 2012, ACTED poursuit son implication dans les programmes de reconstruction et de stabilisation du pays notamment à travers la construction d'écoles en Equateur, province la plus pauvre de la RDC longtemps oubliée et l'ouverture de projets en Province Orientale.

Suite page 17.





## Jobs Campus

### Suite page 16.

- Entre urgence et relance économique dans les provinces stabilisées – Après des années de guerre, la République Démocratique du Congo (RDC) est un des pays les moins développés au monde. L'espérance de vie, les principaux indicateurs en santé, en éducation sont parmi les plus faibles au monde. Dans l'Est, les guerres et les affrontements entre les FARDC et les différents groupes armés ont détruit la grande majorité des infrastructures commerciales, sociales ou sanitaires, limitant les capacités de résilience des populations. Dans les autres parties du pays, les populations souffrent d'une pauvreté chronique et ne disposent pas d'un accès suffisant aux soins de santé de qualité, à l'eau potable ou à l'enseignement.

### III. Profil de poste

Le stagiaire logistique assure la gestion opérationnelle de la logistique sur sa zone en s'appuyant sur les logisticiens des bases. Il participe aussi à l'amélioration des procédures et à leur mise en œuvre dans sa zone (Sud Kivu et Equateur, RDC).

1. Gestion opérationnelle de la logistique sur la zone  
– Elaboration d'un planning d'achat mensuel et suivi des achats sur la zone

Collecte et consolidation des données d'achat sur sa zone

Suivi des commandes

Gestion des stocks sur la zone

Planification, gestion et suivi des déplacements hommes et marchandises sur la zone

Supervision de l'affectation des équipements sur la zone

Suivi du support logistique par projet et par base

Supervision des équipes logistiques de la zone (évaluation, formation)

2. Participation à la définition et à l'amélioration des procédures logistiques

Mise en place des procédures transmises par le Coordinateur Logistique Pays sur sa zone

Contrôle de l'application des procédures logistiques sur les bases de sa zone

Actions correctives aux écarts vis-à-vis des procédures logistiques sur les bases de sa zone

Force de proposition pour compléter et améliorer les procédures logistiques sur la zone et la mission

3. Participation au développement de projet au niveau logistique

La définition des problématiques et ressources lo-

gistiques dans les propositions de projet faites aux bailleurs de fonds sur la zone

La planification des financements des moyens logistiques en lien avec la Coordination Pays

4. Gestion de la sécurité de la zone :

Veille sécuritaire sur sa zone et remontée d'information à la Coordination Pays

Participe à la mise en œuvre des procédures logistiques sur sa zone (équipements de communication, véhicules, sécurité des bâtiments)

Ville Kinshasa

### Expérience

Diplôme en logistique, niveau master de préférence  
Expérience en logistique dans le milieu professionnel

Connaissance du domaine de l'humanitaire

Une première expérience terrain serait un plus

### Langues parlées

Français

Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Localisation(s) géographique(s) Afrique, RD Congo

Contrat Stage

Durée du contrat

6 mois

Salaire / Indemnité

Statut : Volontaire

Per diem mensuel: 300USD

Prise en charge ACTED : Logement, nourriture, billets d'avion et couverture sociale

### Documents à envoyer

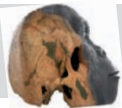
Merci de nous faire parvenir votre candidature en français : CV, lettre de motivation et trois références à l'adresse suivante : [jobs@acted.org](mailto:jobs@acted.org)

REF : LOGI/RDC/SA

Pour plus d'informations, rendez-vous sur <http://www.acted.org>

Email de la personne contact [jobs@acted.org](mailto:jobs@acted.org)

Date de fin de validité 13/08/2016



## Jobs Campus



### Avis de recrutement

**Poste : expert à long terme pour le Parlement panafricain (PAP) Pour être position au sein du Parlement panafricain (PAP) à Midrand, Afrique du Sud.**

#### Description

Le but du Renforcement du programme système africain des droits humains est de fournir une assistance technique spécifique de contribuer à assurer un environnement transparent, démocratique et responsable en ce qui concerne les droits de l'homme et la primauté du droit en Afrique. Cette assistance technique fait partie d'une approche plus large de la gouvernance et des droits humains dans le cadre du Programme panafricain qui comprend: (i) l'appui de l'observation des élections; (ii) Appui à l'Architecture africaine de gouvernance («AGA») par le secrétariat de l'AGA; (iii) Appui aux organisations de la société civile; (iv) Appui à l'administration publique et lutte contre la corruption est possible dans l'avenir; et (v) Appui aux interventions de genre panafricaines.

L'objectif spécifique de ce contrat de service d'assistance technique est de renforcer les capacités opérationnelles des institutions bénéficiaires à court terme ainsi que de fournir un soutien supplémentaire du capital humain directe pour la construction des institutions du système africain des droits humains dans le cadre de la gouvernance en Afrique Architecture.

Dans l'ensemble, le programme prévoit:

Contribuer à accélérer la ratification universelle, la domestication et la mise en œuvre effective des instruments de démocratie et de droits de l'homme ainsi que des rapports réguliers;

Contribuer au renforcement des capacités institutionnelles et de la capacité des organes de défense des droits humains du système des droits africaine des droits (CADHP, Cour, Comité des enfants), en particulier de leurs secrétariats et les capacités des mécanismes spéciaux (par exemple, les droits des femmes, des défenseurs des droits de l'homme), comme ainsi que le travail du PAP dans ce domaine;

Contribuer à accroître la coordination et l'engagement entre les quatre piliers du système africain des droits de l'homme - les États membres de l'UA, les traités, les organes de contrôle, et de la société civile;

Contribuer à accroître la sensibilisation et l'accès au système africain HRs et par extension à l'AGA, notamment

par la société civile et les autres acteurs concernés

#### Description de l'emploi:

Le support technique d'assistance (y compris un expert clé) à vouloir, entre autres, couvrir les éléments suivants:

Sensibilisation et plaidoyer auprès des MUAS sur les instruments relatifs aux droits de l'homme.

Renforcement de la capacité future dans le contexte du récent protocole (possible pouvoir législatif) avec un éventuel soutien du Parlement européen (peer to examen par les pairs);

Le renforcement des institutions, y compris le développement organisationnel vers une PAP efficace et efficiente.

Ville Midrand (Afrique du Sud)

#### Expérience

L'enseignement universitaire au niveau Master soit en droit, sciences politiques ou autres disciplines connexes économiques, ou équivalent.

Une spécialisation pertinente en administration publique serait un atout.

Langues parlées

La pleine connaissance de l'anglais, une bonne connaissance du français un avantage;

Qualité du candidat

Excellentes aptitudes à la présentation, l'écriture et de la communication;

Bonnes connaissances en informatique;

compétences de gestion et de négociation bonnes;

Excellentes compétences interpersonnelles et capacité à travailler dans des environnements multi-culturels.

Fonctions Autre, Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités Appui institutionnel, Décentralisation, Droit

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Afrique du Sud

Contrat Inconnu

Durée du contrat

21 mois (assistant précisions)

Email de la personne contact julie.abrivard@expertisefrance.fr

Postuler en ligne <http://www.expertisefrance.fr/Collaborer-avec-nous/Recherche-d-experts-sur-projets-Expertise-France>

Date de fin de validité 24/07/2016



## Jobs Campus

### Avis de recrutement

#### Poste : Chef adjoint de la protection des enfants

##### Description

Comme chef adjoint de la protection de l'enfance, vous superviserez l'ensemble du portefeuille de la protection des enfants des programmes de Save the Children UK, tout en faisant avancer la qualité de notre travail et de contribuer à notre orientation stratégique.

Travailler dans plus de 120 pays, nous faisons tout ce qu'il faut pour créer des percées dans la façon dont le monde traite les enfants. L'équipe de protection des enfants se trouve dans les programmes de la politique Save & Qualité de l'enfance au Royaume-Uni [PPQ] Ministère.

L'équipe comprend des spécialistes techniques dans divers domaines de la protection de l'enfance; y compris le travail sur la violence contre les enfants, les enfants exploités, les enfants en déplacement, les enfants sans soins appropriés, les enfants dans les États fragiles, le renforcement du système de protection de l'enfance, ainsi que dans le domaine de l'évaluation et l'apprentissage. Ensemble, nous sauvons la vie des enfants, lutter pour leurs droits et les aider à réaliser leur potentiel.

Dans ce rôle crucial que vous allez travailler avec le chef de la protection des enfants pour diriger et développer l'équipe pour livrer sur 2016-2018 Stratégie de protection de l'enfant de Save the Children.

Vous y parviendrez en offrant une gestion de l'équipe de haute qualité et en étant une autorité technique respectée au sein et à l'extérieur de Save the Children. Vous superviserez l'installation et l'exécution des programmes de protection de l'enfance de haute qualité, y compris le renforcement des capacités, l'élaboration de politiques de programmes, la recherche, l'innovation et le plaidoyer au niveau mondial. Vos responsabilités seront les suivantes:

- Conduire la croissance de notre portefeuille de protection de l'enfance des programmes, ainsi que dans les programmes visant l'autonomisation des filles
- Gestion des 4 conseillers techniques (y compris la part d'un emploi), pour offrir une haute qualité soutien technique pour sauver le pays des programmes pour enfants
- Suivi et rapports sur SCUK de les performances en matière de protection de l'enfant sur les mesures spécifiées (gestion des prix, la qualité du portefeuille, le taux de succès de la proposition, d'un pipeline de financement, le recouvrement des coûts par l'équipe)
- Construire une forte collaboration et la coordination entre l'équipe de promouvoir une collaboration plus étroite

avec d'autres domaines thématiques dans les programmes de SCUK

- représentation Leading la protection des enfants sur les groupes de travail interministériels
- Soutenir le développement d'une formation des compétences de protection de l'enfant sur la base et système d'accréditation pour Save personnel de protection de l'enfance de l'enfance

Pour réussir, vous aurez prouvé les compétences en gestion des personnes avec un excellent bilan de diriger une équipe pour obtenir des résultats. Vous aurez une connaissance approfondie et l'expérience des programmes de protection des enfants dans une organisation internationale, ainsi qu'une connaissance approfondie du secteur de la protection de l'enfance au sens large, y compris les réseaux personnels ou professionnels et l'environnement actuel institutionnel, juridique et politique dans lequel les programmes de protection de l'enfance fonctionnent. Vous aurez également:

- Une organisation et une approche efficace pour travailler, avec la capacité de gérer de grandes quantités d'informations et de les présenter sous une forme simple pour aider faire la haute décision de gestion
- Expérience significative de la collecte de fonds avec des donateurs clés
- La capacité à fournir une gestion efficace de l'équipe, y compris la construction partagée objectifs, contrôle de la qualité, évaluation, motivation, gestion de la performance, le développement et la formation
- la capacité avérée à gérer de gros budgets et offrir des programmes ou des projets aux objectifs de dépenses convenus.

Le rôle exigera le candidat de voyager, de temps en temps à des endroits non sécurisés à distance et / ou. Une qualification reconnue internationalement de niveau Master dans la protection des enfants et / ou le travail social et une deuxième langue (de préférence en espagnol, français, portugais ou arabe) serait un avantage.

A Save the Children notre mission est d'inspirer des percées dans la façon dont le monde traite les enfants et de réaliser des changements immédiats et durables dans leur vie.

**Suite page 20.**





## Jobs Campus

### Suite page 19.

Si vous partagez notre mission, sont passionnés par ce qui arrive et je crois fermement que vous pouvez contribuer alors rejoignez-nous et nous allons vous donner toutes les chances de réussir. Nous avons hâte d'avoir de tes nouvelles.

Pour appliquer s'il vous plaît visitez notre site Web.

Date de clôture: le 25 Juillet 2016

Ville Londres Voyage

Langues parlées  
anglais et français

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction

Activités Autre, Santé  
Localisation(s) géographique(s) Europe , Royaume-Uni

Contrat CDD

Durée du contrat

Contrat de 12 mois de durée déterminée - couverture maternité

Salaire / Indemnité

44.000 £ - 48.000 £

Postuler en ligne <https://jobs.savethechildren.org.uk/vacancy/deputy-head-of-child-protection-2552/2578/description/>

Date de fin de validité 25/07/2016



**Collaborons** pour **bouter** le **grand banditisme** et le **terrorisme** de notre pays

**Une Force Humaine !**